

Une Nouvelle Puissance Émergente en Afrique Face à la Chine: l'Inde

Aïssatou DIALLO¹

Résumé

L'Inde et une dizaine de pays africains se sont retrouvées à Addis-Abeba du 20 au 26 Mai 2011, dans le cadre du second Sommet Inde-Afrique. Depuis Avril 2008, date de la première rencontre qui s'est déroulée à New Delhi, l'Inde est entrée dans la sphère des pays émergents présents en Afrique, derrière la Chine et le Brésil. Comme à l'accoutumée, il a été question d'octroi de lignes de crédit, de la promotion de joint-ventures afro-indiens avec la création du *India-Africa Business Council* ainsi que de l'élaboration d'un cadre de coopération faisant suite à la déclaration des parties présentes. A la suite du premier sommet, la question prééminente que posait cette nouvelle coopération portait sur les véritables motivations de l'Eléphant Indien, aux vues de la percée chinoise sur le continent africain ainsi que les enjeux pour l'Afrique. Trois ans plus tard, même si l'écho et l'engouement attendus furent moindres que ceux de 2008, la question demeure toujours d'actualité. La première partie de cet article fera un tour d'horizon de la situation économique de l'Inde émergente, puis l'état des lieux de la coopération afro-indienne dans la seconde. La troisième partie portera sur une étude comparative de la présence sino-indienne en Afrique ainsi que des ambitions de chacun et terminera sur une analyse des enjeux pour le continent africain ainsi que des recommandations.

Mot-clés: *L'Afrique, L'Inde, Le Sommet Inde-Afrique.*

¹ Aïssatou Diallo est Chargée de Programme "Mondialisation, Nouveaux acteurs émergents et Commerce Sud-Sud" à Enda Tiers Monde, une ONG basée au Sénégal. Contact : adiallo@enda.sn, ad.diallo.sk@gmail.com

Afrika'da Çine Karşı Yükselen Yeni Bir Güç: Hindistan

Öz

Hindistan ve bir düzine Afrika ülkesi, 20–26 Mayıs 2011 tarihlerinde gerçekleşen Hindistan-Afrika Zirvesi çerçevesinde Addis-Abeba'da buluştu. Yeni Delhi'de gerçekleşen birinci toplantı tarihi olan Nisan 2008'den itibaren, Brezilya ve Çin'den sonra, Hindistan da Afrika'daki gelişmiş ülkeler kervanına katıldı. Her zaman olduğu gibi, bu tarafların imzaladığı İşbirliği Çerçeve Deklarasyonu sonrasında Hindistan-Afrika İş Konseyi'nin oluşturulması ile Afrika-Hindistan ortak girişimlerinin gündeme gelmesi ve kredi imkânlarından yararlandırma meselesiydi. Birinci zirveden sonra oluşan yeni işbirliği sonucunda ortaya çıkan temel sorun, Çin'in Afrika üzerindeki politik çıkarlarında ve kıta üzerindeki gözü çerçevesinde Hint filinin de gerçekten motivasyona dâhil olmasıydı. 3 yıl sonra, 2008 yılındaki birinci zirveye göre ortaya çıkan yankı ve beklenen hayranlıklar azalsa da konu güncelliğini korumaya devam ediyor. Bu makalenin ilk bölümünde, yükselmekte olan Hindistan'ın ekonomik durumu, bir sonraki bölümde Hint-Afrika işbirliğinin durumu, üçüncü bölümde ise Afrika'daki Çin ve Hind varlıklarının mukayeseli bir etüdü, sonuçta ise tarafların kıta üzerindeki hedefleri incelenerek, Afrika'daki politik çıkarlar ve beklentiler ele alınacaktır.

Anahtar kelimeler: *Afrika, Hindistan, Hind-Afrika Zirvesi*

A New Raising Power Against China in Africa: India

Abstract

India and a dozen of African countries gathered together in the Indian-African Summit which is held 20-26th of May, 2011, in Addis-Abeba. Since April 2008, India has joined African developed countries wagon after Brazil and China. As always, this meeting is about the constitution of African-Indian Business Council, bringing the agenda of African-Indian joint venture and utilization of financial support after the Cooperation Framework Declaration between the countries. After the first summit that initiates the cooperation, the fundamental problem is, the intersection of Indian motives with the Chinese political interests and sight upon the Africa. After 3 years, despite the diminishing excitement and enthusiasm compared to 2008 Summit, the subject is still intact. In the first section of this article, the trending economic situation of India, in the next section, the current situation of Indian-African cooperation, and in the third section, the study of comparison of Indian and Chinese assets, and in the final part, Political interests and expectations through the objectives of both parties upon the continent are covered.

Keywords: *Africa, India, Indian-African Summit*

1. Introduction

Le premier sommet Inde-Afrique s'est déroulé à New-Delhi en Avril 2008. Étaient présents à cette rencontre 14 chefs d'Etat africains, 300 investisseurs indiens, banquiers, hommes d'affaires et responsables gouvernementaux. Au terme de cette rencontre, l'Inde a accordé une ligne de crédit de 5,4 milliards de dollars en Afrique contre 2,1 milliards sur les cinq années précédentes, 500 millions de dollars d'aide au développement et promis la création d'un accès tarifaire préférentiel sur le marché indien pour les exportations de 34 pays parmi les moins développés du continent africain. Le commerce entre l'Inde et l'Afrique a atteint les 25 milliards de dollars en 2007-2008, contre 967 millions de dollars en 1991.

2. L'Inde, Une Puissance Émergente

L'Inde est aujourd'hui considérée comme une puissance émergente. Malgré son appartenance au groupe des pays en voie de développement, elle a réussi à mettre en œuvre des politiques économiques qui ont aujourd'hui porté leurs fruits. En 2009, elle connaît un taux de croissance de 8,2 % pour un PIB de 1832 milliards de dollars (soit 4508 milliards de dollars en Parité Pouvoir d'Achat, PPA). Son PIB par habitant est de l'ordre de 1520 dollars (soit 3750 en PPA).²

Tableau 1: PIB par secteurs

	1989	1999	2009
Agriculture	29,20%	25,00%	17,10%
Industrie	26,90%	25,30%	28,20%
Services	43,80%	49,70%	54,60%

Source: World Bank World development indicators

Tableau 2: Le commerce des marchandises entre l'Inde et le reste du monde

	2003	2005	2007	2008	2009
Importations	1,26%	1,63%	2,4%	2,3%	2,7%
Exportations	1,12%	1,26%	1,6%	1,5%	1,9%

Source: World Bank World development indicators.

² "Chiffres et Repères", publié dans *Le Monde en 2011*, *The Economist*, Courrier International.

Tableau 3: Principaux partenaires commerciaux de l'Inde

	Pays	%	Régions	%
1	EU27	17,2%	BRIC	11,5%
2	Chine	9,3%	ASEAN	9,9%
3	Emirats Arabes Unis	8,6%	NAFTA	9,5%
4	Etats-Unis	8,3%	ACP	6,8%
5	Arabie Saoudite	4,4%	Les pays d'Amérique Latine	3,0%

Source: EU Trade Issues, India, 2009.

En dehors des données socio-économiques, l'Inde a aussi des ambitions géopolitiques. Dès son accession à l'indépendance, le pays a tenté de nouer des liens avec les autres pays en développement. Certes le contexte mondial dans lequel s'est déroulé le demi-siècle qui a suivi la Seconde Guerre Mondiale n'était pas favorable à la construction de liens économiques durables. Cependant la situation a changé. L'Inde est aujourd'hui une puissance émergente avec des ambitions géopolitiques claires et définies : un siège permanent au *Conseil de Sécurité des Nations Unies*, un G8 élargi, une défense de ses intérêts dans le cadre de l'*OMC* et une poursuite assurée de son ascension économique. Et dans l'atteinte de ses ambitions, l'Afrique est un allié de taille.

3. Etat des Lieux de la Relation Afro Indienne

A l'image de la Chine, l'Inde et l'Afrique entretiennent des relations depuis les années 1950, suite à la *Conférence de Bandung* d'Avril 1955 qui donna naissance au Tiers-Monde et au Mouvement des Non Alignés. Mais malgré son désir de renforcer ses liens avec les autres pays du Tiers-monde, notamment les nations africaines, elle sera confrontée à plusieurs problèmes internes qui noieront ses ambitions.

Les réformes entamées depuis les années 1990, la capitalisation des politiques mises en œuvre depuis l'indépendance (protection des industries locales, politique d'éducation, renforcement des institutions) et une Diaspora constituée d'élites sorties des meilleures universités du monde, qui, de retour au pays constitue une nouvelle branche d'investisseurs, ont permis à l'Inde d'asseoir une économie sur des bases stables. Cet avantage lui permet de renouer avec les partenaires issus de la *Conférence de Bandung*.

L'Inde est depuis peu de retour en Afrique et les termes de l'échange ont changé. L'Eléphant Indien est devenu un partenaire économique de l'Afrique. Les entreprises privées Indiennes convoitent le marché Africain et investissent dans les secteurs allant de l'extraction des ressources minières aux télécommunications. L'Inde est aussi devenue pourvoyeuse d'aide avec l'octroi de lignes de crédits (5,4 milliards en 2008) et de préférences tarifaires pour les produits Africains exportés en Inde.

En termes de commerce, les cinq principaux pays africains auxquels sont destinées les exportations Indiennes représentent près de 58% des exportations totales de l'Inde en 2007. L'Inde exporte 20% de ses biens en Afrique du Sud, 14% au Nigeria et 8% au Kenya. L'Inde exporte en Afrique, entre autres, des produits pétroliers raffinés, des médicaments, des véhicules motorisés. Les exportations de l'Inde en Afrique sont passées de 1,4 milliard de dollars en 1995 à 10 milliards en 2007. Quant aux importations, l'Afrique du Sud est le principal partenaire de l'Inde avec 28% des importations de l'Inde, suivie du Maroc (17%) et de l'Égypte (8%). Elle importe des pays Africains du pétrole brut (66% des produits importés en 2006), ainsi que de l'or (10% en 2006). Les importations ont cru de \$1,7 milliard à \$4,5 milliards durant la même période.³

En 1996, les principaux pays destinataires de l'investissement indien étaient l'Île Maurice (75%), le Maroc (11%), le Sénégal (7,5%) et l'Afrique du Sud (6,8%). En dehors du Sénégal, de l'Afrique du Sud et du Maroc, qui continuaient à recevoir le même stock d'investissement en 2004, l'Île Maurice a connu une baisse de ses IDE indiens avec 48,2% des investissements et le Soudan (46,3%). Plusieurs multinationales indiennes sont présentes en Afrique. En 2008, *KET International* a gagné deux contrats en Algérie et en Namibie de montants respectifs de 61 millions de dollars et de 25 millions de dollars dans des projets d'infrastructures électriques. *Jyoti Structures*, toujours dans les infrastructures électriques, détient des investissements d'une valeur de 24 millions de dollars en Afrique du Sud et de 40 millions de dollars en Ouganda. La compagnie *Oil and Natural Gas Corporation (ONGC)* a déjà investi 162 millions de dollars dans l'industrie pétrolière, notamment au Soudan, dans un projet de pipeline. Il est question aussi d'investissements dans le gaz naturel au Kenya par la multinationale *Bharat Petroleum* de l'ordre de 50 millions⁴ de dollars.

³ UNCTAD, *Economic Development in Africa Report 2010 South-South Cooperation: Africa and the New Forms of Development Partnership*, New York and Geneva, 2010.

⁴ *Ibid.*

4. L'Inde Sur les Traces de la Chine en Afrique ?

4.1. La Chine en Afrique

La Chine est présente sur le continent Africain depuis les années 1950, de manière effective à travers l'envoi de médecins, d'ingénieurs agronomes d'aide au développement de la riziculture et la construction d'édifices publics (palais présidentiels, stades, hôpitaux). En décidant d'entamer les réformes économiques à la fin des années 1978, la République Populaire de Chine a relégué au second plan sa relation avec l'Afrique. Cependant, depuis les années 2000, les pays Africains et la Chine se rencontrent tous les trois ans pour un *Forum on China-Africa Cooperation*.

Les échanges commerciaux entre les deux parties sont passés de 55,5 milliards de dollars en 2006 à plus de 100 milliards de dollars en 2009 faisant de la Chine le second pays partenaire commercial de l'Afrique après les Etats-Unis. La Chine, à elle seule, compte pour près de 11 % du commerce extérieur africain. Elle est la principale source d'importations pour la région. Les principales exportations de la Chine vers l'Afrique porte sur les produits manufacturés, tandis qu'elle importe près de 78 % de produits pétroliers. Les principaux pays à l'export sont l'Afrique du Sud (20%), l'Egypte (12%) et le Nigeria (10%). La Chine importe de l'Angola (33%), l'Afrique du Sud (19%), le Soudan (13%) et le Congo (7%).⁵

En termes d'aide publique au développement, 54% de l'aide octroyée par la Chine porte sur le financement d'infrastructures. Les engagements financiers de la Chine, dans le secteur des infrastructures sont passés de 470 millions de dollars en 2001 à près de 4,5 milliards de dollars en 2007. Les principaux pays bénéficiaires sont le Nigeria avec 34%, l'Angola (20%), l'Ethiopie (10%) et le Soudan (8%). Il est aussi question d'effacement de la dette, d'un montant de 1.3 milliard et de prêts. Par exemple, lors du *Forum on China-Africa Cooperation* de 2009 qui s'est tenu à *Sharm El Cheikh* en Egypte, le Premier Ministre Chinois, a promis que les pays Africains bénéficieraient de prêts concessionnels de l'ordre de 10 milliards de dollars durant la période 2009-2012.⁶

L'investissement chinois est assez flou et désorganisé pour en connaître ses contours exacts. L'implication du gouvernement chinois, des provinces

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

et de leurs entreprises d'Etat, ajouté aux investisseurs privés et de la présence d'une Diaspora en augmentation continue fait que les chiffres donnés reflètent rarement la réalité.

4.2. La Chine et l'Inde, Deux Stratégies Différentes pour quel Objectif ?

La Chine a organisé son premier *FOCAC (Forum on China Africa Cooperations)* à Beijing en 2000. Depuis, cette rencontre se déroule tous les trois ans, à la suite de laquelle est produite un Plan d'Action fixant les objectifs à atteindre pour le prochain Forum. En 2006, lors du troisième Forum à Beijing, l'Empire du Milieu a sorti son Livre Blanc sur la Politique Africaine de la Chine, définissant ainsi son action économique et diplomatique au sein du continent.

En dehors du *FOCAC*, les officiels Chinois ont effectué plus d'une fois des visites sur le continent, dont le Président Hu Jintao et le Premier Ministre Wei Jiabao. Ces visites sont souvent suivies de contrats de grandes envergures entre les entreprises chinoises et les gouvernements africains qui portent souvent sur la construction d'infrastructures et des contrats d'exploitation minière.

Cependant, les relations ne se limitent pas seulement au niveau interétatique. L'Etat Chinois tente de nouer des liens étroits avec les organisations sous-régionales en organisant des rencontres entre les représentants du Ministère des Affaires Etrangères et ceux de la *CEDEAO* et de la *SADC*. De plus, plusieurs provinces chinoises ont noué des relations commerciales avec les villes africaines.

L'Empire du Milieu est présent sur toute l'étendue du territoire africain sous plusieurs formes : les entreprises d'Etat, les entrepreneurs individuels, ainsi qu'une Diaspora installée dans les villes à la tête de petits commerces. Le *FOCAC* a ouvert la voie à l'investissement chinois sur le continent. *L'Exim Bank* est l'institution financière principale d'octroi de prêts pour la construction d'infrastructures dans les pays africains. Et depuis 2006, le *China-Africa Development Fund*, doté d'un fond initial de 1 milliard de dollars, a été créé afin de soutenir les entreprises chinoises voulant s'établir en Afrique. Des chambres d'industrie et de commerce conjointes ont été créées dans plusieurs pays Africains ainsi que le *China Council for the Promotion of International Trade (CCPIT)*.

Les entreprises chinoises, qu'elles soient étatiques ou créées par des investisseurs privés, sont dans tous les secteurs d'activité, allant de la construction d'édifices publics, au petit commerce, à l'exploitation agricole ainsi que la restauration, la médecine traditionnelle chinoise et l'industrie (agro-alimentaire, pharmaceutique, textile).

Sur la scène internationale, notamment dans le cadre des Nations Unies, la Chine a imposé son veto sur les dossiers du Zimbabwe et du Soudan en invoquant le principe de non-ingérence. Malgré cela, elle participe aux missions des Nations Unies dans plusieurs pays africains et a récemment envoyé un navire dans le Golfe d'Aden dans le cadre de la lutte contre la piraterie. La relation Chine-Afrique se fonde sur le principe d'inconditionnalité et de non-ingérence, même si la reconnaissance de la République Populaire de Chine au détriment de Taïwan est un préalable.

En ce qui concerne l'Inde, sa présence en Afrique est beaucoup plus tardive que celle de la Chine et plus discrète. Certes, une Diaspora Indienne existe en Afrique depuis la période coloniale en Afrique de l'Est et du Sud, mais elle n'est pas aussi extravertie et organisée que la Diaspora Chinoise. Il n'y a pas eu de migration massive d'Indiens venus faire fortune en Afrique liée au nouvel intérêt de l'Inde pour le continent.

Depuis le premier *India-Africa Summit* de 2008 qui s'est déroulé à New Delhi, le gouvernement indien tente de rattraper son retard en motivant les entreprises d'Etat à venir en Afrique. Cependant, les multinationales ainsi que les entrepreneurs privés ont précédé le gouvernement Indien, bien avant la création du sommet. Ces entrepreneurs évoluent dans l'agriculture (notamment en Ethiopie), l'industrie automobile (Tata) et les technologies de l'information et de communication (la téléphonie).

En termes de stratégie de pénétration, contrairement à la Chine qui entretient des relations avec la majorité des pays africains, l'Inde a mis en place en 2004 le *Team 9 (Techno-Economic Approach for Africa-India Movement)*, qui est un groupe de neuf pays (Burkina Faso, Tchad, Côte d'Ivoire, Guinée Equatoriale, Ghana, Guinée Bissau, Mali & Sénégal) prioritaires dans l'agenda de la politique Africaine de l'Inde. La coopération indienne porte en grande partie sur les hautes technologies, notamment dans la télémédecine et la télé-éducation. Elle mène un projet intitulé le *Pan-African e Network*, qui permet de relier des universités, centres de recherche et hôpitaux indiens à ceux des pays africains permettant ainsi le transfert de technologie, mais aussi de connaissance.

Les visites d'officiels indiens sont rares et le pays opte pour la neutralité vis-à-vis de ses partenaires africains.

Tout comme la Chine, l'Inde aspire à devenir une puissance économique. Et selon le rapport de *Goldman & Sachs* publié en Octobre 2003 et rédigé par Dominic Wilson, la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie seront respectivement premier, troisième, cinquième et sixième dans le classement des puissances économiques à l'orée 2050.⁷ Afin de nourrir leurs économies respectives, ces deux géants d'Asie ont besoin de sécuriser leurs approvisionnements en ressources naturelles et minières. Et l'Afrique est un continent riche en ressources naturelles. Le pétrole du continent africain représente 3% des réserves mondiales prouvées et 5% de la production. Les réserves de pétrole du continent s'élèvent à 77 milliards de barils dont 42 milliards en Afrique du Nord et 35 en Afrique de l'Ouest et dans le Golfe de Guinée.⁸

L'Afrique est un continent d'un milliard d'habitants. Il existe une forte demande de consommation tandis que l'offre ne suit pas. Les faibles infrastructures en tous genres, l'industrialisation quasi-inexistante constituent des opportunités considérables pour les entreprises sino-indiennes qui peuvent s'approprier des secteurs entiers où la concurrence est inexistante.

Outre le domaine économique, tout comme la Chine, l'Inde cherche des alliés dans ses ambitions géopolitiques. Malgré les réticences de la Chine, l'objectif de l'Inde est d'acquérir un membre de siège permanent au *Conseil de Sécurité des Nations Unies*. L'Inde et la Chine cherchent à acquérir ou à consolider des positions stratégiques au sein des grands forums internationaux et pour cela l'Afrique représente un allié de taille. La question qui se pose dès lors est de savoir si l'attitude neutre de l'Inde vis-à-vis des différents événements en Afrique et ailleurs ne pourrait pas porter préjudice à ses ambitions, d'autant plus que la Chine a dû faire fi, dans certaines situations, de son principe de non-ingérence afin de prendre position dans des dossiers clés.

⁷ Dominic Wilson and Roopa Purushothaman, *Dreaming With the BRICs, The Path to 2050*, Global Economic Paper, No. 99, Goldman Sachs, New York, October 2003.

⁸ Jean-Pierre Favennec et Philippe Copinschi, "Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique", *Politique Africaine*, No. 89, Mars 2003, pp. 127-148.

4.3. Les Enjeux pour l'Afrique et Recommandations

La présence des pays émergents en Afrique suscite beaucoup de réactions. Pour certains, ces pays sont une opportunité pour l'Afrique de diversifier ses partenaires, de combler son gap infrastructurel et d'acquérir des biens à des prix beaucoup plus accessibles. Pour d'autres, la relation que construite actuellement l'Afrique avec les pays émergents est un "remake" de l'Europe Afrique. Pour les partisans de cette thèse, les émergents ne sont en Afrique que pour profiter des ressources nécessaires à leur développement économique avant de l'abandonner à son sort, tel cela a été le cas avec l'Europe.

En tout état de cause, deux points sont à souligner.

Sur la question de forme, il faut savoir que le *FOCAC* et le *India-Africa Summit* sont deux appellations erronées. Les différentes rencontres qui se sont tenues jusqu'ici n'impliquaient pas la totalité des pays africains et l'Union africaine ne bénéficie que du statut d'observateur. Au-delà des rencontres officielles à la suite desquels sont établies des plans d'actions triennaux, les accords qui y sont signés le sont de manière bilatérale engageant les Etats, de manière individuelle et les entreprises privées ou d'Etat chinois et indiens. Est-ce que les conditions de prêt sont favorables ou défavorables aux pays africains ? Quels sont les effets positifs des accords signés sur les populations ? Est-ce que les questions qui "fâchent", (respect du droit de propriété intellectuel, impacts socio-économiques et environnementaux des investissements et allocations de l'aide) sont discutées lors de ces forums? Toutes ces questions restent en suspens.

Sur le fond, la Chine a publié en 2006 son Livre Blanc sur la politique africaine de la Chine, dans lequel elle définit sa stratégie vis-à-vis du continent. L'Inde, a elle aussi, une vision bien définie de sa politique africaine, même si elle n'est pas écrite. Par contre, ce n'est pas le cas pour les pays africains. Les pays, les instances sous-régionales (*CEDEAO*, *SADC*, *COMESA*, *CEMAC*) et l'Union Africaine y vont chacun de manière dispersée, entraînant un manque total de cohérence dans les politiques.

A titre d'exemple, l'Afrique du Sud, première puissance régionale, est membre de l'Union africaine, de la *SADC* (Southern African Development Community) qui est une zone de libre-échange, de la *SACU* (Southern African Customs Union), qui est une union douanière, de l'*IBSA* (India,

Brazil and South Africa), qui est une coalition à trois entre le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud et enfin des *BRICS* (Brazil, Russia, India, China and South Africa), une coalition des pays émergents dont elle vient d'être récemment intégrée. Lors du deuxième sommet IBSA, de Pretoria en octobre 2007 le Président brésilien Lula a proposé l'élaboration d'un accord de libre-échange entre le *MERCOSUR*, l'Inde et les pays de la *SACU*. Cette zone de libre-échange compterait un milliard et demi d'habitants et aurait un PIB global de plus de deux milliards de dollars. Le *MERCOSUR* a un accord privilégié avec l'Inde avec une baisse des droits de douane pour 2800 produits. Et l'Inde est dans une logique d'intégration avec l'*ASEAN* élargi, au même titre que la Chine. Cet enchevêtrement d'accords en tous genres sera-t-il bénéfique à l'Afrique du Sud, aux pays d'Afrique australe membres de la *SACU*, de la *SADC* et de la *COMESA*, et à l'Afrique étant donné qu'ils sont à majorité composés de petits pays à économies faibles, des *PMA* ?

5. Conclusion

Les pays émergents sont une opportunité. C'est l'occasion pour le continent et ses différentes institutions de faire un bilan des politiques menées avec les partenaires traditionnels depuis les indépendances. Cela leur donnerait une meilleure visibilité des erreurs et manquements du passé. Ce bilan permettrait une meilleure réorganisation de ces institutions et pourrait aboutir à des politiques beaucoup plus élaborées et cohérentes face aux nouveaux enjeux du continent, auxquels les pays émergents ont une large part. Il est primordial de définir les priorités et de mettre en place des stratégies efficaces en réponse à ce nouveau challenge.

Avoir une définition claire des priorités permettrait ainsi de procéder à une analyse des avantages comparatifs des pays émergents en termes de capacité:

- à fournir des technologies dont les coûts permettront à un large frange de la population à y accéder, notamment dans le cadre des TICs,
- à faciliter la formation et le transfert de connaissance, que ce soit à travers l'octroi de bourses, ou la mise en place de projets à l'image de *Pan-African e Network*, mais aussi dans la formation de la main-d'œuvre,

- à promouvoir l'agriculture africaine grâce à l'accès à des technologies agricoles abordables, mais aussi à une exploitation des terres bénéfique aux populations sans porter préjudice aux petits exploitants locaux et la formation d'ingénieurs agronomes africains,
- à donner naissance à une industrie africaine performante. Les investissements étrangers ne devraient pas affaiblir les investissements nationaux. Les préférences tarifaires octroyées à des centaines de produits africains n'auront aucun impact si l'Afrique ne produit pas de biens manufacturés.

Ces décisions devront se prendre au niveau régional et sous-régional afin d'avoir des stratégies communes, car en cas de discordes et de dispersion, tous les efforts seront vains. D'autant plus que la Chine et l'Inde ne sont pas les seules puissances émergentes présentes en Afrique. Le Brésil, la Russie, la Malaisie, la Corée du Sud et la Turquie sont bien décidés à nouer des partenariats économiques avec les pays Africains. Dans le cas de la Turquie, les exportations vers l'Afrique sont passées de 1,06 milliard de dollars en 1995 à près de 5,95 milliards de dollars en 2007. Les importations ont augmenté de 1,38 milliard de dollars à 6,78 milliards de dollars durant la même période. Les principaux pays partenaires de la Turquie sont l'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Libye qui comptent pour 70% des exportations et 74% des importations. L'investissement Turc en Afrique est passé de 0,11 milliard de dollars en 1995 à 0,87 milliard de dollars en 2000.⁹

⁹ UNCTAD, *Economic Development in Africa Report 2010 South-South Cooperation: Africa and the New Forms of Development Partnership*, New York and Geneva, 2010.

BIBLIOGRAPHIE

“Chiffres et Repères”, publié dans *Le Monde en 2011*, *The Economist*, Courrier International.

Favennec, Jean-Pierre et Philippe Copinschi. “Les Nouveaux Enjeux Pétroliers en Afrique”, *Politique Africaine*, No. 89, Mars 2003, pp.127-148.

Wilson, Dominic and Roopa Purushothaman. *Dreaming with the BRICs, The Path to 2050*, Global Economic Paper, No. 99, Goldman Sachs, New York, October 2003.

UNCTAD. *Economic Development in Africa Report 2010 South-South Cooperation: Africa and the New Forms of Development Partnership*, New York and Geneva, 2010.